

## "L'élargissement à tout petits pas" dans Le Monde (29 mars 1998)

**Légende:** Le 29 mars 1998, commentant le prochain élargissement de l'Europe des Quinze, le quotidien français Le Monde décrit les difficultés qui entourent les négociations d'adhésion des pays candidats d'Europe centrale et orientale (PECO) à l'Union européenne.

**Source:** Le Monde. 29.03.1998. Paris: Le Monde.

**Copyright:** (c) Le Monde

**URL:** [http://www.cvce.eu/obj/"l\\_elargissement\\_a\\_tout\\_petits\\_pas"\\_dans\\_le\\_monde\\_29\\_mars\\_1998-fr-3e1da189-ae3b-4b92-8ea0-e91f7be5fdcf.html](http://www.cvce.eu/obj/)

**Date de dernière mise à jour:** 18/09/2012

## L'élargissement à tout petits pas

Les choses auraient dû se présenter autrement. Les trois principaux pays du « premier cercle » des candidats à l'élargissement de l'Union européenne espéraient entrer dans le vif du sujet, mardi 31 mars (la date officielle du début des négociations), avec un souci de moins.

Un vote du Sénat américain acceptant définitivement leur entrée dans l'OTAN aurait permis à ces pays d'aborder le processus infiniment plus long, complexe et technique de l'entrée dans l'UE l'esprit plus serein.

Après tout, pour la Pologne, la Hongrie et, à un degré moindre, la République tchèque, l'adhésion à l'OTAN est considérée comme le moyen le plus simple et le plus rapide de consacrer définitivement leur appartenance à l'Occident. Les échéances sont à portée de la main (l'an prochain), le coût et les difficultés techniques pas trop considérables.

Et l'enjeu dépasse très largement l'aspect strictement militaire de l'entreprise. Le président tchèque Vaclav Havel ne voit-il pas dans l'OTAN, avant tout, « une alliance fondée sur la défense de valeurs, les droits de l'homme, la démocratie, l'état de droit » ? Jugées à cette aune, les considérations de politique intérieure qui ont incité la majorité républicaine du Sénat à repousser le vote sur la ratification jusqu'à la seconde moitié d'avril peuvent paraître médiocres.

Mais, dans les trois pays candidats en question, on a pris le parti de ne pas dramatiser. Tout en sachant que ce délai supplémentaire permettra au New York Times et à tous ceux qui jugent essentiel de ne pas irriter la Russie (sur ce sujet et sur ce sujet seulement) de se remettre à l'ouvrage.

Après cette déception, le vote massif du Bundestag allemand, jeudi 26 mars, en faveur de la ratification du traité d'élargissement de l'OTAN est certes apparu comme un puissant réconfort. Le vote, mais aussi les mots de « devoir historique et moral » prononcés à cette occasion, de « reconnaissance » à l'égard de pays qui, en luttant pour leur liberté, ont permis la réunification de l'Allemagne.

Ils n'effacent pas pour autant les propos des élus américains (très minoritaires, il est vrai) qui estiment « ne rien devoir » aux Européens de l'Est, les sommes considérables dépensées par les Etats-Unis pendant la guerre froide pour combattre le communisme valant solde de tout compte. En Europe aussi, on compte. Même si les discours émus prononcés jeudi au Bundestag peuvent laisser croire le contraire, neuf ans après l'effondrement des régimes communistes d'Europe, l'aspect « sentimental » des élargissements s'est fortement estompé. Le souffle de la déflagration historique de 1989 s'est dissipé. A l'Ouest, les soucis sont ailleurs : le chômage, l'euro, et, particulièrement dans le cas de la France, la réforme des institutions européennes, considérée comme un préalable.

Le désir d'élargir y a certes été clairement affirmé. Le chancelier Kohl et Jacques Chirac avaient même mais c'était il y a près de deux ans déjà présenté l'entreprise comme urgente, affichant un objectif (l'an 2000) clairement irréaliste, mais utile pour poser un principe, réveiller l'ardeur de la Commission et alerter les pays candidats sur la nécessité de se mettre très vite au travail. Dans la pratique pourtant, les gouvernants d'Europe de l'Ouest ont d'autres priorités, et certains manquent, visiblement, d'enthousiasme. « L'élargissement, heureusement, n'est pas pour demain », disait, il y a peu, Lionel Jospin.

Du côté des pays candidats, on est en général plus pressé. Mais le programme de la première phase de négociations n'est guère susceptible de donner de grandes joies. Le screening, comme on dit dans le jargon européen, c'est-à-dire l'examen de tous les règlements de l'Union et leur comparaison avec les dispositions existant ou le plus souvent n'existant pas chez les six premiers postulants, s'annonce particulièrement rébarbatif. Le travail législatif promet d'être difficile. Et irritant : bien des Européens de l'Est ont l'impression qu'on leur demande beaucoup plus qu'on n'avait exigé des pays ayant rejoint plus tôt l'Union.

Dès maintenant, les pays abordent les négociations dans un état de préparation variable. Un petit pays comme l'Estonie ou les pays moyens que sont la Hongrie et la République tchèque semblent raisonnablement prêts à négocier. Mais en Pologne, dont la population dépasse largement celle des cinq

autres candidats réunis, les représentants de l'Union européenne se livrent à des confidences sur un ton lugubre. Ils relèvent les retards pris dans nombre de domaines, y compris pour l'utilisation des fonds (Phare) déjà mis à disposition, soulignent le manque de coordination entre les différentes instances en charge du dossier et se désespèrent d'entendre certains responsables réclamer à l'avance une foule de dérogations...

## **DRAPEAUX BRÛLÉS**

N'est-ce pas accorder trop d'importance à des déclarations émanant, en particulier, de représentants de certains petits partis de droite, membres de la coalition gouvernementale, et qui se flattent de défendre mieux que d'autres les intérêts « nationaux » ? En Europe de l'Est comme de l'Ouest, les hommes politiques pensent souvent d'abord à leurs électeurs, et parlent en conséquence. Et, chez certains de ces électeurs, l'Europe suscite des craintes, focalise parfois des frustrations.

Avec une certaine avance sur les événements, des ouvriers des grandes usines de tracteurs d'Ursus ont brûlé récemment des drapeaux européens dans le centre de la capitale polonaise : ils revendiquent des protections douanières et des subventions. Les sondages révèlent pourtant en général des taux élevés de partisans déclarés de l'adhésion (63 % en Pologne, à peine moins en Hongrie et en République tchèque). Un peu partout, les agriculteurs sont, naturellement, les plus inquiets. Partout, le désir d'adhésion augmente avec le degré d'instruction. Les plus enthousiastes sont parfois là où on ne les attend guère. Parmi les russophones en Estonie ou au sein du clergé en Pologne : 84 % de partisans de l'adhésion, au sein d'une Eglise si souvent présentée comme chauvine et obscurantiste !

Des négociations trop longues et les sacrifices à venir pourront certes, au fil des ans et des restructurations, modifier sensiblement la situation. Mais, dans les pays candidats, l'envie semble bien plus forte que la crainte. Même si, à l'Ouest, les opinions sont moins convaincues, même si les responsables traînent un peu des pieds, la « machine » de l'élargissement est en marche. Freinée par d'innombrables obstacles, mais poussée par une puissante nécessité historique, elle devrait aller, lentement, de l'avant.

## **JAN KRAUZE**